

## DE BUENOS AIRES



N°04 – Du 20 au 26 janvier 2023

## Zoom – À Buenos Aires, les présidents argentin et brésilien plaident pour un renforcement des relations bilatérales

À l'occasion de la toute première visite en Argentine du président brésilien depuis son investiture à Brasília début janvier, les chefs d'État Alberto Fernández et Lula da Silva se sont engagés à renforcer les liens économiques et énergétiques entre les deux premières économies sud-américaines. Dans cette perspective, les ministres de l'Économie, Sergio Massa et Fernando Haddad, ont présenté lors d'une conférence de presse conjointe les principaux axes de coopération visant à accroître les échanges commerciaux bilatéraux tout en préservant les fragiles réserves internationales brutes de l'Argentine (42,8 Mds USD à la mi-janvier). Pour soutenir les exportations, un fonds de garantie public sera créé pour couvrir les établissements bancaires contre les risques de change et souverain. Ainsi, selon le ministre Sergio Massa, le régime de garantie pourrait notamment comprendre un mécanisme de certification des livraisons futures de gaz argentin. Par ailleurs, les délais de compensation des paiements entre les banques de référence des deux pays, à savoir la Banque du Brésil et la Banque de la Nation en Argentine, devraient passer de 30 à 366 jours. Ces dispositifs permettront dès lors aux fournisseurs qui sont basés au Brésil de livrer des biens et services en Argentine sans les contraintes imposées par le mécanisme de restrictions aux importations (SIRA). Le Brésil, 1<sup>er</sup> client de l'Argentine (12,6 Mds USD, soit 14,3 % des exportations argentines) et son 2<sup>ème</sup> fournisseur (16,0 Mds USD ; 19,6 % des importations) pourrait, à terme, voir sa position renforcée face à la Chine (17,5 Mds USD, soit 21,5 % des parts de marché). Sur le plan monétaire, les équipes techniques des deux pays seront chargées de réfléchir à la création d'une chambre de compensation qui établira une unité de compte commune pour les échanges commerciaux entre les deux pays. Pour les autorités argentines, ce mécanisme permettra de limiter le recours à la devise américaine. À terme, les autorités des deux pays ont pour ambition de faire évoluer le mécanisme vers une monnaie commune régionale. Cette annonce, qui a généré un fort émoi sur les marchés, suscite cependant le scepticisme des économistes en raison des divergences économiques abyssales entre les deux pays et des échecs des initiatives passées, en particulier de la Convention sur les paiements et crédits réciproques (CCR), qui avait été établie en 1982 dans le cadre de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), marquée notamment par le retrait du Brésil en avril 2019, et le mécanisme de paiement en monnaie local (SML), créé en 2008 dans le cadre du Mercosur. Enfin, dans le domaine énergétique, l'intégration pourrait être facilitée par le financement du second tronçon du gazoduc argentin Néstor Kirchner afin d'approvisionner le marché brésilien. À cet égard, la banque de développement brésilienne (BNDES) pourrait apporter 820 MUSD pour financer des tuyaux qui sont produits au Brésil, aux côtés de la Corporation andine de développement (CAF) qui pourrait abonder pour 520 MUSD. Pour le Brésil, ce projet a l'avantage de renforcer la sécurité énergétique à travers l'accès au gaz argentin abondant et bon marché au moment où les champs gaziers boliviens arrivent à maturité. Pour l'Argentine, la hausse des exportations vers le grand marché brésilien viendra renforcer les réserves de change. Pour avancer sur ces différents chantiers, les équipes techniques du ministère de l'Économie et de la Banque de la Nation se rendront au Brésil au cours de la 1<sup>ère</sup> semaine de février pour échanger avec leurs homologues brésiliens. Cette rencontre devrait être suivie par une réunion des Banquiers centraux à la mi-février. L'objectif des deux administrations est de mettre en place rapidement les mesures visant à soutenir les exportations, avec probablement une application bien plus lente sur les aspects énergétiques et monétaires.

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 28,7

Échanges commerciaux  
Argentine-Brésil en 2022  
(Mds USD)

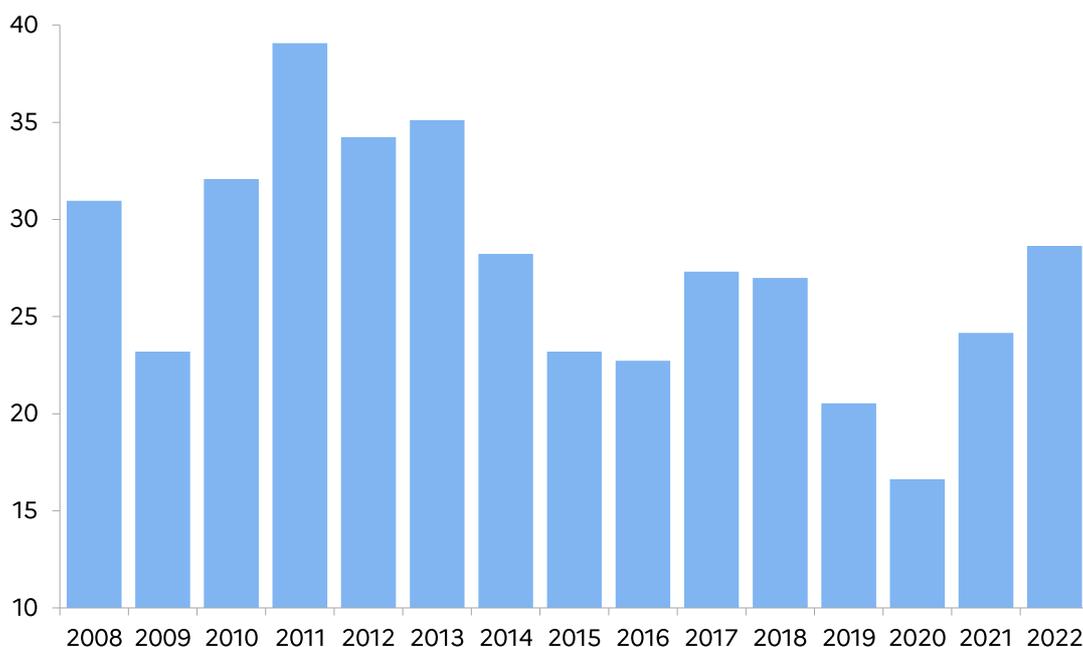
## Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
<b>Derniers chiffres annuels</b>					
Croissance du PIB réel	2021	10,4%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	8,1%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2021	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dettes publiques (% du PIB)	2021	80,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	2021	1,4%	-6,7%	0,8%	-1,8%
Dettes extérieures (% du PIB)	2021	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
<b>Prévisions et anticipations</b>					
Croissance du PIB réel - FMI	2022	4,6%	2,7%	0,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2022	5,3%	2,5%	0,2%	5,4%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	2,0%	-1,5%	4,5%	3,6%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	0,5%	-1,5%	4,5%	2,5%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	98,4%	5,0%	5,0%	7,1%
<b>Pour mémoire</b>					
PIB nominal (Mds USD)	2021	486,7	316,8	38,8	59,3
Population (millions)	2021	47,3	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

## Graphique de la semaine

## Argentine – Échanges commerciaux avec le Brésil (Mds USD)



Sources : FMI, INDEC , SER Buenos Aires

# ARGENTINE

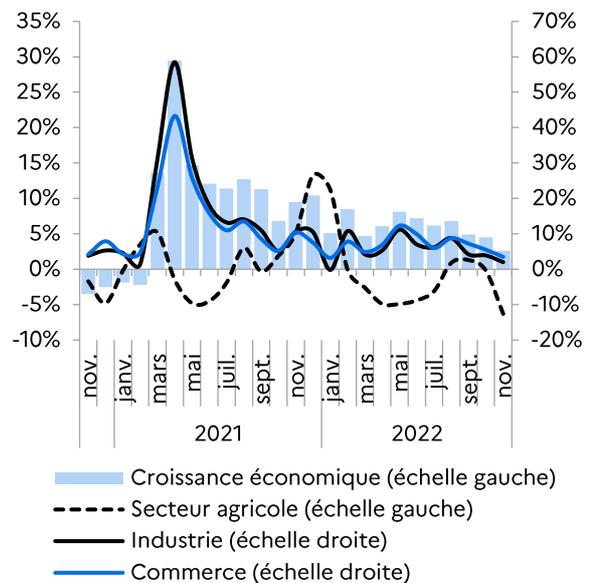
## La croissance économique a marqué un net ralentissement en fin d'année

Les chiffres d'activité mensuelle argentine de novembre, bien qu'ils marquent un très net ralentissement, confirment l'atterrissage en douceur de l'économie. En effet, l'activité économique a reculé de 0,7 % en rythme mensuel en désaisonnalisé (après -0,5 % en octobre et -0,2 % en septembre). En rythme annuel, elle a progressé de près de 2,6 % (après +4,5 % le mois précédent). Sur les onze premiers mois de 2022, la croissance du PIB s'est élevée à 5,8 % en glissement annuel.

Côté offre, le secteur de l'hôtellerie et de la restauration a été dynamique, enregistrant une croissance de 22,1 % sur un an. Le secteur minier et le commerce l'ont également été, progressant, respectivement, de 9,5 % et de 3,5 %. La construction a progressé de 2,9 % et l'industrie manufacturière de 2,0 %. En raison de la sécheresse causée par La Niña et de son impact sur les récoltes, l'activité du secteur de l'agriculture et de l'élevage s'est contractée de 6,3 %.

En 2023, les agents économiques anticipent une croissance de seulement 0,5 % (contre 2,0 % selon le gouvernement et le FMI). Ils prévoient notamment un essoufflement de la reprise économique cette année, alors que l'activité pourrait très fortement ralentir du fait de contraintes structurelles, à l'instar des contrôles des importations, mais également conjoncturelles, telles que la sécheresse et l'ajustement du *policy-mix*.

## Croissance du PIB, du secteur agricole, de l'industrie et du commerce (glissement annuel)



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

## Le commerce extérieur est resté dynamique en 2022

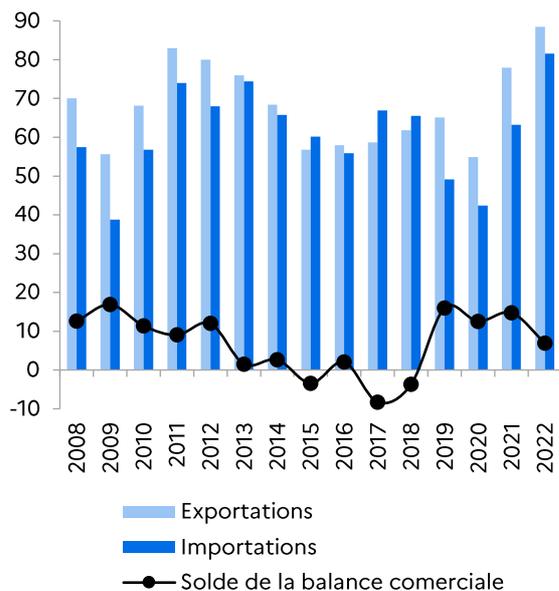
Les bons résultats de l'activité économique sur l'année 2022 ont en partie été portés par le commerce extérieur, qui a enregistré une nette progression, en s'établissant à 170,0 Mds USD (+20,4 % par rapport à 2021). Les importations (81,5 Mds USD; +29,0 %) ont progressé plus vite que les exportations (88,4 Mds USD; +13,5 %), dégradant l'excédent de la balance commerciale (6,9 Mds USD après 14,8 Mds USD en 2021). La hausse apparente du commerce a toutefois davantage été due à un effet prix qu'à un effet volume. Pour les exportations et importations, l'effet volume (de, respectivement, -2,3 % et +11,0 %) a été inférieur à l'effet prix (de +16,2 % et +16,3 %).

L'ensemble des grands postes d'exportation ont enregistré une croissance positive. En effet, les exportations de produits primaires (23,9 Mds USD; +9,4 % en glissement annuel)

ont été portées par la hausse des cours des produits agricoles (soja, maïs et blé) suite au conflit en Ukraine. De plus, les exportations de produits manufacturés d'origines agricole (30,9 Mds USD ; +7,1 %) et industrielle (19,9 Mds USD ; +15,8 %) ont aussi été dynamiques. Le conflit en Ukraine a également dynamisé les exportations argentines de combustibles et d'énergie (8,4 Mds USD ; +58,9 %).

De son côté, la hausse des importations a été portée par la forte augmentation des achats à l'étranger de combustibles (12,9 Mds USD ; +120,2 %) en raison de l'envolée des prix de l'énergie à cause du conflit russo-ukrainien. De plus, les autres postes d'importation ont connu des hausses soutenues, à l'instar des pièces et des accessoires pour les biens de capital (15,0 Mds USD ; +26,5 %), des biens de capital (12,4 Mds USD ; +22,3 %), des biens de consommation (8,6 Mds USD ; +18,4 %), ainsi que des biens intermédiaires (30,0 Mds USD ; +16,5 %).

#### Évolution du commerce extérieur (Mds USD)



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

Concernant la ventilation géographique, les échanges commerciaux sont restés dirigés en 2022 vers le trio Brésil – Chine – États-Unis. En effet, le 1<sup>er</sup> client de l'Argentine est resté le Brésil (14,3 % des ventes ; +7,6 % sur un an), suivi de la Chine (9,0 % ; +28,9 %), puis des États-Unis (7,5 % ; +33,9 %). Viennent ensuite le Chili (5,6 % ; +17,4 %), puis l'Inde (5,2 % ; +6,1 %). Du côté des importations, le 1<sup>er</sup> fournisseur de l'Argentine est resté la Chine (21,5 % des achats ; +29,4 % sur un an), qui devance le Brésil (19,6 % ; +28,9 %), ainsi que les États-Unis (12,6 % ; +75,0 %). Viennent ensuite l'Allemagne (3,3 % ; +7,6%), puis la Bolivie (2,7 % ; +110,5 %). La France est ainsi le 40<sup>ème</sup> client de l'Argentine (0,5 % ; +10,1 %) et son 16<sup>ème</sup> fournisseur (1,3 % ; +9,7 %).

## CHILI

### La loi modifiant le mécanisme de stabilisation des prix des carburants (Mepco) est entrée en vigueur

La loi modifiant le Mepco, soit le mécanisme de stabilisation des prix des carburants, est entrée en vigueur. Cette loi prévoit ainsi un ajustement des prix des carburants toutes les trois semaines et non plus chaque semaine, comme c'est le cas actuellement.

Le ministre des Finances, Mario Marcel, a souligné que l'initiative vise à instaurer des prix des carburants beaucoup plus stables dans le temps et éviter ainsi des fluctuations importantes des prix à court terme. Elle honore aussi un engagement du ministre des Transports, pris auprès des syndicats de la profession, concernant la stabilisation à trois semaines des prix de tous les carburants.



La nouvelle loi élargit l'intervalle de variation des prix des carburants, qui pourront varier jusqu'à 2,4 %, en prenant comme référence la moyenne des prix de base en vigueur les deux semaines précédentes et en prenant en compte l'évolution du taux de change et des prix internationaux des carburants.

Toutefois, de manière transitoire, jusqu'au 15 avril, les prix des carburants pourront baisser jusqu'à 3,2 % au lieu de 2,4 %. Ainsi, en cas de baisse des prix internationaux, les prix à la pompe pourraient baisser plus rapidement.

De plus, la loi prévoit le gel des prix du diésel – à leur niveau du 24 janvier – jusqu'au 15 avril prochain. Il est également établi qu'entre le 16 avril 2023 et le 15 avril 2024, les variations du prix du diésel seront limitées à hauteur de 19 USD par mètre cube.

Enfin, la loi comprend des mesures destinées spécialement au secteur du transport de marchandises, qui ont été convenues à la suite de la mobilisation des camionneurs en novembre 2022. Il est ainsi prévu, jusqu'au 31 décembre 2023, un remboursement partiel d'une taxe *ad hoc* sur les carburants pour les transporteurs de fret.

## PARAGUAY

### **Meteo France International participera à l'amélioration des services agro-météorologiques du Paraguay**

Meteo France International (MFI) a remporté fin 2022 un appel d'offres qui a été lancé par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage paraguayen, dans le cadre d'un projet qui est financé par le FIDA (ou Fonds international

de développement agricole), dépendant des Nations-Unies.

Ce projet vise à renforcer les capacités de services agro-météorologiques du pays *via* la modernisation de la Direction nationale de la météorologie et de l'hydrologie (ou DMH). L'objectif est notamment de doter les petits agriculteurs du pays d'outils de prévisions climatologiques afin de limiter les pertes de production agricole.

Le projet, d'une durée de deux ans, doit se dérouler en plusieurs phases. L'intervention de MFI, à hauteur d'environ 1 MUSD, intègre notamment le montage, mais également le fonctionnement d'un système d'information climatique qui inclut le reconditionnement, voire la réparation de stations existantes et la mise en place de nouvelles unités dans les zones dépourvues de services ou dans celles où les stations sont jugées irréparables ou ne peuvent pas être utilisées. De plus, un axe de formation des acteurs publics et des acteurs privés qui interviennent dans les processus d'analyse et de diffusion des informations météorologiques est prévu.

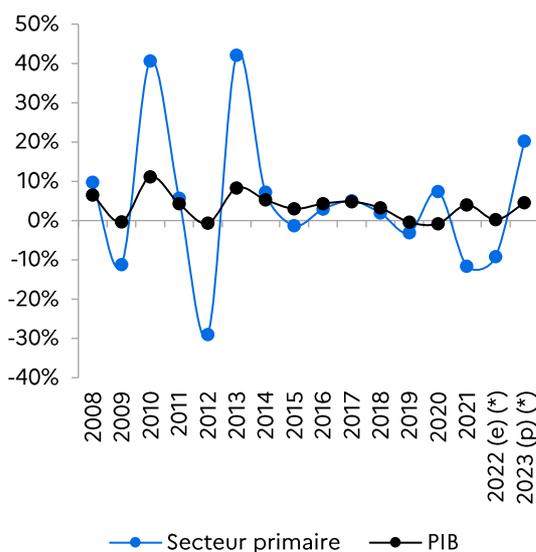
Meteo France International, la filiale chargée d'exporter les solutions et le savoir-faire de Météo France à travers le monde, est en lien avec les autorités du Paraguay depuis 2016, en particulier avec la DMH et son organisme de tutelle, la Direction nationale de l'aviation civile (DINAC). Les échanges entre MFI et la DMH ont conduit à la signature à Genève, en juillet 2017, d'un protocole d'accord entre Météo-France et la DINAC, rappelant leur volonté de collaborer afin de moderniser la DMH. C'est dans ce contexte de relations solides que MFI a remporté l'appel d'offre.

Ce succès vient ainsi asseoir le rayonnement international de MFI, qui est présent dans 115

pays avec 400 projets. MFI bénéficie, dans des projets intégrant les technologies les plus à la pointe en matière de météorologie et de climatologie, d'une excellente réputation en termes d'accompagnement et d'assistance technique.

Cette expertise de MFI bénéficiera dès lors à l'économie paraguayenne, qui est fortement dépendante du secteur agricole qui emploie près de 40 % de sa force de travail. Les aléas météorologiques sont très nombreux, le pays perdant annuellement, selon le Plan national de gestion des risques de catastrophe, près de 237 MUSD de productions agricoles du fait de risques qui auraient pu être évités ou contrôlés. Le pays est également victime du phénomène climatique La Niña ainsi que de la sécheresse qu'il engendre, qui a largement assombri ses perspectives de croissance en 2022.

**Croissance annuelle du PIB  
et du secteur primaire**



(\*) (e) = Estimation / (p) = Prévision

Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

## URUGUAY

### L'Uruguay avance sur la mobilité électrique

En fin d'année 2022, l'Uruguay a lancé une série de mesures et de programmes visant à développer la mobilité électrique.

En novembre 2022, le programme « *Subite Pasajeros* » a été mis en place par le ministère de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines. Ce programme vise à subventionner l'achat de véhicules électriques afin de remplacer les taxis et voitures de transport avec chauffeur (comme Uber) à essence et diesel. La mesure devrait bénéficier à environ 100 personnes, qui devraient toucher une subvention de 5.000 USD pour l'achat d'un véhicule électrique. Le programme doit rester en vigueur jusqu'au 29 décembre 2023.

Dans le même temps, Alejandro Stipanovic, le président d'ANCAP, l'entreprise publique d'hydrocarbures, a annoncé que sa société travaille à la mise en œuvre d'un plan de développement de stations-service avec des bornes de recharge rapide destinées aux véhicules électriques, qui s'ajouteraient aux 50 bornes de recharge lente que l'entreprise a déjà installées dans le pays. La première station serait construite à la frontière entre l'Uruguay et l'Argentine, dans la zone du pont Paysandú-Colón.

Par ailleurs, en décembre 2022, l'ANCAP et le ministère de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines ont participé à l'élaboration du cahier des charges pour un projet de production d'e-fuels, tels que le méthanol vert ainsi que des carburants durables pour l'aviation. Ces combustibles de synthèse seraient produits



à partir de l'hydrogène vert et du dioxyde de carbone qui est généré dans l'usine d'éthanol de l'entreprise Alur (détenue à 90,8 % par ANCAP et 9,2 % par la vénézuélienne PDVSA) dédiée à la production de biocombustibles à Paysandú. L'appel d'offres devrait ainsi être lancé début février 2023.

Ces initiatives permettent au gouvernement uruguayen d'avancer dans le développement d'une mobilité bas carbone, tout en lui permettant de diminuer les importations de pétrole – qui n'est pas produit dans le pays et doit être importé – pour la production de combustibles fossiles.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-François Michel,  
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :  
Twitter :

[samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr](mailto:samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr)  
[@Tresor\\_ConoSud](https://twitter.com/Tresor_ConoSud)